

LES FAITS MARQUANTS DE LA GTEA 4 LUNDI 7 MAI 2012

La quatrième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de la mise en œuvre (GTEA 4) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'est ouverte aujourd'hui au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal, Canada.

Les participants ont abordé : l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Biodiversité au titre de la période 2011-2020 et des progrès réalisés dans le soutien accordé aux parties dans le cadre du Plan stratégique et des objectifs de biodiversité d'Aichi; et la mobilisation des ressources.

En clôturant la réunion, Kazuaki Hosino (Japon), président de la réunion, a annoncé la création de deux groupes de contact informels. Il a invité les représentants de l'Inde et de la Belgique à présider le groupe de contact sur la mobilisation des ressources. Il a indiqué par ailleurs que les détails concernant le groupe de contact sur le Plan stratégique seront annoncés dans la matinée.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Dans la matinée, parlant au nom de Ryu Matsumoto, président de la Conférence des Parties (CdP), Kazuaki Hosino (Japon) a souligné l'importance de la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Biodiversité au titre de la période 2011-2020 et de la réalisation des objectifs de biodiversité d'Aichi. Il a également souligné que les pays devraient élaborer, pour la biodiversité, des objectifs nationaux alignés sur les objectifs de biodiversité d'Aichi et intégrer la biodiversité dans la société.

Le nouveau secrétaire exécutif de la CDB, Bráulio Ferreira de Souza Dias, a souligné que cette réunion et les douze projets de recommandations soumis représentent, pour les parties, la première occasion d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de biodiversité d'Aichi. Il a mis en exergue les défis posés à la mise en œuvre de la Convention, y compris la non-concordance entre les engagements et les accomplissements, et a proposé des négociations plus ciblées à la prochaine CdP. Il a suggéré de se concentrer sur un certain nombre de décisions rationalisées qui doivent prendre en considération: l'intégration des thèmes transversaux, une réduction de la complexité du portefeuille de la CDB; la révision des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB); et, la mobilisation des ressources stratégiques; le suivi efficace des objectifs de biodiversité d'Aichi; le soutien des pays les moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement (PEID); des approches communautaires en matière de conservation et d'utilisation durable pour compléter le travail sur les aires protégées; et une ratification rapide du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Carlos Blasco Villa, intervenant au nom d'Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE, a souligné les liens entre le développement durable et la mise en œuvre de la Convention.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/UNEP/CBD/GTEA/4/1 et Add.1/Rev.1) sans amendements. Ils ont ensuite élu Snežana Prokic (Serbie) en tant que rapporteur.

Parlant au nom du président de la CdP, Kazuaki Hosino (Japon) a noté que le document UNEP/CBD/GTEA/4/4 sur le message à transmettre à la Conférence des Nations Unies pour le développement durable (Rio +20) contenait des messages techniques et politiques distincts et que la présente version est différente de la précédente.

L'APPLICATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LA BIODIVERSITÉ AU TITRE DE 2011-2020 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS D'AICHI RELATIFS À LA BIODIVERSITÉ

Dans la matinée, le Secrétaire a présenté les documents concernant l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Biodiversité au titre de 2011-2020 et l'examen des progrès réalisés dans le soutien accordé aux parties dans le cadre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi (UNEP/CBD/GTEA/4 / 2 et UNEP/CBD/GTEA/4/3).

De nombreux pays ont reconnu les contributions exemplaires apportées à travers le Fonds nippon pour la biodiversité. Le délégué du JAPON a exhorté tous les pays à poursuivre leurs efforts visant à mettre en œuvre leurs stratégies, plans et objectifs nationaux, faisant état du soutien accordé par son pays pour le renforcement des capacités des pays en développement. Le CANADA a demandé instamment que les projets de recommandations suivent de manière plus étroite la Décision X/2 de la CdP 10 de la CDB sur le Plan stratégique pour la biodiversité au titre de 2011-2020.

L'AFRIQUE DU SUD a souligné qu'il est important d'avoir des objectifs ambitieux, mais qu'ils ne doivent pas entraver les progrès, et a mis l'accent sur l'importance de s'attaquer aux causes profondes de l'érosion de la biodiversité. L'UE, au nom de ses 27 États membres, a exprimé son soutien à l'élaboration d'une approche globale pour les initiatives en cours visant à atteindre les objectifs de biodiversité d'Aichi, à la place et lieu d'en proposer de nouvelles. La SUISSE, appuyée par l'OUGANDA, a proposé un libellé demandant aux Parties de participer à un processus d'examen par les pairs de l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité devant être déterminés avant 2015. Le BRÉSIL a souligné que la mise en œuvre nécessite des engagements plus efficaces de la part des pays industrialisés et a mis en relief le besoin d'une coopération technique et scientifique accrue. La NORVEGE, avec le YEMEN, a mis en exergue le partenariat et la coopération à tous les niveaux pour répondre aux objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité. Le GUATEMALA et le VENEZUELA ont souligné que les stratégies nationales devraient adopter une approche ascendante et accorder une priorité aux avantages pour les communautés locales. La ZAMBIE a appelé à s'attaquer ensemble à la mise en œuvre du Plan stratégique et à la mobilisation des ressources. La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, au nom de plusieurs

PEID, a souligné que le programme de travail sur la biodiversité insulaire est en mesure de contribuer à la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a reconnu l'importance de l'intégration des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité dans les stratégies nationales pour renforcer la base juridique de leur mise en œuvre.

De nombreux pays ont signalé l'absence de progrès dans la mise à jour de leurs SPANB, mentionnant le manque de financement et de capacité. Le TADJIKISTAN, entre autres pays, a fait état du processus de révision de son SPANB entamé grâce à l'appui du Secrétariat. Le LIBAN a suggéré la fourniture d'un soutien et de capacités supplémentaires aux pays qui n'ont pas mis à jour leurs stratégies et plans. Le BOTSWANA a noté que le soutien est particulièrement nécessaire sur les différentes questions thématiques, y compris le Protocole de Nagoya et l'étude sur l'économie des écosystèmes et la biodiversité (EEB). La Géorgie, au nom de la COMMUNAUTÉ DES ETATS INDÉPENDANTS (CEI), a appelé à davantage d'activités de renforcement des capacités. Le BURKINA FASO a exprimé sa préoccupation concernant la lenteur du processus d'allocation des fonds à la mise en œuvre du Plan stratégique.

S'agissant du Mécanisme d'échange pour l'appui du Plan stratégique (ME), la JORDANIE, soutenue par le SOUDAN, a appelé à l'établissement de correspondants nationaux pour faciliter l'échange d'informations. Le MEXIQUE a souligné la nécessité de diffuser l'information à des échelles appropriées et, appuyé par le PEROU, a déclaré que le ME devrait consister en un site web et en un réseau d'experts, au service de la prise de décision. La Namibie, au nom du GROUPE AFRICAÏN a encouragé le renforcement du ME comme priorité. Le NIGER a souligné le manque de soutien pratique pour le renforcement des ME. Le MAROC a plaidé pour l'insertion d'un libellé appelant à la promotion de la mise en œuvre du Plan stratégique pour l'appui du ME, tandis que l'INDE a appuyé l'établissement d'un programme de travail consacré au ME. L'UKRAÏNE a suggéré l'insertion d'une référence à la détermination d'objectifs nationaux, par opposition à l'établissement d'objectifs nationaux. Le BURUNDI a demandé au Secrétariat d'aider à l'accroissement de la visibilité de centres d'échange nationaux.

Le FORUM INTERNATIONAL DES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITÉ (FIAB) s'est dit préoccupé par le manque d'intégration de la gestion communautaire des ressources naturelles et de l'utilisation durable dans les SPANB. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) a encouragé les parties à faciliter des résultats pouvant favoriser la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité et utiliser les SPANB comme instruments de politique.

'CONSERVATION INTERNATIONALE', au nom de plusieurs groupes, a souligné l'importance de la collaboration transfrontalière dans l'élaboration des SPANB.

MOBILISATION DES RESSOURCES

STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES: EXAMEN DE L'APPLICATION ET DU RAPPORT D'ETAPE DE L'EVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENT ET DES LACUNES: L'après-midi, le Secrétariat a présenté les documents concernant la mise en œuvre de la Stratégie pour la mobilisation des ressources et des progrès accomplis dans l'évaluation des besoins en financement et des lacunes (UNEP/CBD/GTEA/4/6, INF/8, INF/9, INF/15).

Maria Schultz, Suède, a présenté un rapport sur les conclusions d'un séminaire sur l'intensification du financement destiné à la biodiversité, organisé par les gouvernements de la Suède, de l'Equateur, de la Norvège, de l'Inde et du Japon. Le SÉNÉGAL, le MEXIQUE et l'UE ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de ce séminaire sur le financement de la biodiversité.

L'AFRIQUE DU SUD, appuyée par le MEXIQUE, la SUISSE et le SÉNÉGAL, a appelé à un portail en ligne consacré au financement, à établir avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ajoutant que le renforcement des capacités et le transfert de technologie sont essentiels à la réussite d'un tel portail. La SUISSE a souligné en outre la nécessité de poursuivre les ressources privées intérieures, en plus des fonds internationaux. L'UE a reconnu la difficulté d'établir des seuils clairs, mais a souligné leur importance pour l'établissement des objectifs et la détermination des ressources manquantes. L'UE a déclaré que les ressources humaines et techniques doivent être équilibrées avec les ressources financières dans le Plan

stratégique. Le BRESIL, appuyé par le GUATEMALA, a déclaré qu'un financement souple est important, mais qu'il ne doit pas se substituer aux engagements pris au titre de la Convention.

Le SÉNÉGAL et l'AFRIQUE DU SUD ont déclaré qu'un financement adéquat est essentiel pour la mise en œuvre de la Convention, et l'EQUATEUR a souligné la nécessité de "ressources nouvelles et supplémentaires."

Le MEXIQUE a appelé le Secrétaire exécutif à soutenir une participation équilibrée dans les décisions concernant la mobilisation des ressources à travers une formation et un financement adéquats, et a souligné la nécessité de règles souples pour la détermination des objectifs et la mise en œuvre des plans stratégiques.

L'UE a déclaré que le cadre préliminaire de communication des données est suffisant pour entamer l'établissement des rapports sur la mobilisation des ressources et a encouragé les pays à procéder à des échanges d'expériences et de mécanismes pour répondre à la vaste gamme des priorités et besoins nationaux.

Le CANADA a noté que les ressources peuvent avoir à être mises à profit de manière plus "créative". Le PEROU a souligné l'importance du secteur privé dans la mobilisation des ressources ainsi que de l'engagement des pays au niveau local. La NORVEGE a encouragé la mise en œuvre d'un format de rapport simple. Le délégué de TIMOR-LESTE a demandé que le Secrétariat mette en place une allocation obligatoire de ressources financières pour la concrétisation du Plan stratégique. 'CONSERVATION INTERNATIONALE', au nom de plusieurs groupes, a appelé à un accord sur un financement fiable et prévisible, à la CdP 11. L'UICN a encouragé les parties à adopter une vision large quant à l'utilisation et à la mobilisation des ressources, précisant que cela englobe les ressources financières, humaines et naturelles.

MECANISME DE FINANCEMENT: EXAMEN DE LA FEM-5 ET DES BESOINS DE LA FEM-6: Le Secrétariat a présenté l'ordre du jour sur l'examen de la cinquième reconstitution du FEM (FEM-5) et la détermination des besoins de la FEM-6 (UNEP/CBD/GTEA/4/7). Gilles Kleitz, France, a donné un aperçu de la première ébauche de la détermination des besoins de la FEM-6, signalant que le projet final sera présenté à la CdP 11. Il a indiqué qu'une équipe de cinq experts avait préparé le rapport, s'appuyant sur les informations tirées des consultations régionales et sous-régionales et des questionnaires distribués aux parties. Il a indiqué que les résultats préliminaires montraient qu'entre 17 et 41 milliards de dollars seront nécessaires de la FEM-6, y compris les fonds du FEM à effet de levier, pour la mise en œuvre des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité. L'ARABIE SAOUDITE a souligné que les besoins financiers sont cruciaux et a indiqué que le FEM doit renforcer les capacités des pays en développement. L'UE a accueilli avec satisfaction l'accent mis sur la mise en œuvre du Plan stratégique et sur la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité, mais a signalé que les estimations de coûts ne devraient pas être incluses dans les recommandations. Le CANADA a signalé qu'une analyse plus approfondie est nécessaire pour la mise en avant d'un programme pour la FEM-6. L'AUSTRALIE a souligné la disparité des financements entre la FEM-5 et la FEM-6.

DANS LES COULOIRS

Après six jours de longues négociations, de nombreux participants de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) se sont réunis de nouveau aujourd'hui pour le GTEA. Plusieurs délégués s'attendent à une navigation en douceur cette semaine, à l'exception de certaines aspérités sur la mobilisation des ressources et le financement. La journée a commencé avec les déclarations appelant au financement et au renforcement des capacités en matière d'évaluation des SPANB, et s'est terminée sur un examen du rapport d'évaluation des besoins de la FEM-6. Alors que les pays en développement ont appelé à des investissements plus importants, les pays industrialisés ont perçu les mécanismes financiers innovants alternatifs comme étant une source inexploitée. Ces mécanismes innovants pourraient être une solution potentielle pour répondre aux besoins accrus de la conservation de la biodiversité, compte tenu, en particulier, de la disparité entre les demandes de financement de la FEM-5 et la FEM-6 - "disparité au sujet de laquelle de nombreux pays donateurs ne semblent pas être trop heureux."